### PRESENTATION du 7-12-2007

- Plan Epargne Entreprise Rappels et Nouveautés
- Heures complémentaires et supplémentaires: Ce qu'il faut savoir....
- Contrôle URSSAF: Nouveautés 2007

Le Plan d'Epargne Entreprise est un système d'épargne collectif ouvrant aux SALARIES de l'entreprise, la faculté de participer, avec l'aide de celle-ci, à la constitution d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Toutes les entreprises peuvent mettre en place un PEE à condition d <u>'employer au moins</u> <u>UN SALARIE</u>.

La loi du 19-2-2001 a ouvert la possibilité *aux chefs d'entreprise de bénéficier également des avantages du PEE*, SOUS CERTAINES CONDITIONS. Cette possibilité est également ouverte à son conjoint s'il a le statut de **conjoint-collaborateur ou conjoint-associé**.

Conditions de Mise en Place d'un PEE

<u>2 possibilités</u>: Accord conclu avec le personnel (accord de branche, accord d'entreprise) ou de façon unilatérale par l'entreprise

Accord ratifié par les 2/3 des salariés OU Mise en place unilatérale par l'entreprise

<u>(a) Information des salariés</u> Obligatoire pour TOUS les salariés.

Elle doit porter sur le contenu du PEE (différentes formes de placement offertes et leurs caractéristiques en terme d'actif détenu); les modalités de l'abondement de l'entreprise; les règles de modification de choix de placement, etc..

Information des salariés (suite) cette information doit être écrite:

affichage au sein de l'entreprise ou information par voie informatique ou encore information individuelle papier

Les salariés doivent soit donner leur accord, soit leur refus

Dans le cas d'un REFUS, <u>il est nécessaire de conserver une</u> <u>trace écrite de ce refus</u>, afin que le PEE ne soit pas remis en cause lors d'un contrôle fiscal ou urssaf

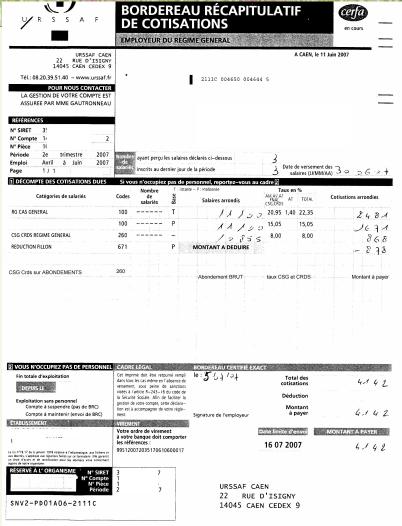
En cas d'embauche ultérieure, il est obligatoire de proposer au nouveau salarié (3 mois d'ancienneté) de participer au PEE.

Le règlement du PEE doit <u>impérativement</u> être déposé à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, en recommandé avec accusé de réception.

A défaut, les exonérations fiscales et sociales ne sont pas applicables. Les abondements versés par l'entreprise ne bénéficient pas de l'exonération.

La DDTE doit accuser réception de cet envoi en renvoyant un récépissé de dépôt. <u>A conserver précieusement !!</u>





+53>92>140000005516196121>0720>

# DEFISCALISATION DES FIEURES SUPPLEMENTAIRES et COMPLEMENTAIRES

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS ??

Depuis le 1er octobre 2007, les heures complémentaires et supplémentaires effectuées par le personnel sont en partie détaxées.

<u>Heures complémentaires</u>: Il s'agit des heures effectuées par un salarié à temps partiel, au delà du temps de travail prévu au contrat sans pouvoir atteindre le temps plein (35h par semaine)

<u>Heures supplémentaires</u>: Pour un salarié à temps plein, il s'agit des heures effectuées au delà de 35h, sans pouvoir dépasser 46 h par semaine (44h en moyenne sur 12 semaines consécutives).

### Attention!!

# Les heures complémentaires effectuées de façon régulière sont exclues du dispositif

La Convention Collective prévoit d'ailleurs que si des H.Complémentaires sont effectuées durant 12 semaines consécutives, la durée du travail doit être revue et un avenant au contrat de travail doit être établi.

En pratique, pas d'heures complémentaires au delà de 12 semaines consécutives, sinon perte des avantages depuis le début.

Pour bénéficier de la réduction de cotisations sociales, il faut:

- # Respecter les dispositions relatives à la durée du travail
- # Ne pas substituer la rémunération des heures à une prime versée dans les 12 mois précédant le 1er paiement des heures supplémentaires ou complémentaires.

Modalités de calcul de la Réduction des charges Patronales

Cette réduction n 'existe que dans le cas d 'Heures SUPPLEMENTAIRES.

Les employeurs de salariés à temps partiel ne sont donc pas concernés par cette mesure

> REDUCTION FORFAITAIRE DE 1,50 EURO PAR HEURE SUPPLEMENTAIRE REMUNEREE

Depuis le 1er octobre 2007, les Urssaf appliquent de nouvelles « règles du jeu » pour les contrôles ...

#### Quelles sont les cotisations concernées ?

- Les cotisations Urssaf dues au titre des salariés
- Les cotisations <u>Assedic et Agrr</u> dues au titre des salariés (nouveauté)
- Les cotisations dues au titre des stagiaires rémunérés
- Les cotisations d'Allocations Familiales et Csg dues par les chirurgiens-dentistes
- Les cotisations Maladie « auxiliaires médicaux » dues par les chirurgiens-dentistes

#### Délai de Reprise des cotisations:

- ♦ 3 ans précédant 1 'envoi de 1 'avis de contrôle plus 1 'année en cours
- ♦5 ans plus 1 'année en cours en cas de travail dissimulé
- ♦ point de départ de la prescription: 31 janvier sauf pour la cotisation maladie personnelle= prescription au 1er juin.

#### <u>La fin du contrôle</u> (commune aux diverses formes)

La lettre d'observation doit obligatoirement mentionner:

- → 1 'objet du contrôle
- + les documents consultés et la période vérifiée
- + exposer les constats établis au cours du contrôle
- → exposer les redressements envisagés avec leur nature, le mode de calcul appliqué, la période concernée et le montant dû par l'employeur
- La Bonne ou la Mauvaise Foi du cotisant
- → bonne foi = RAS
- → mauvaise foi = exposé des motifs conduisant à exclure la bonne foi et constat signé par le directeur de l'Urssaf

La lettre précise également que le cotisant dispose d'un délai de 30 jours pour répondre par envoi recommandé avec accusé de réception et qu'il a la faculté de se faire assister par un conseil de son choix.

#### Attention pour le contrôle par échantillonnage!!

Il n'est pas possible de contester le mode de contrôle à ce stade. C'est au moment de la réception de l'avis de contrôle que le délai de 15 jours commence à courir!!